

Table des matières

01	<i>Vivre plus longtemps, travailler plus</i> <i>«Panorama des pensions 2011»</i>	2
02	<i>Réformes structurelles: les préceptes de l'OCDE pour la Suisse</i> <i>«Objectif croissance 2011»</i>	3
03	<i>Indicateurs sociaux: la Suisse, une île de calme et d'harmonie?</i> <i>«Society at a Glance 2011»</i>	4
04	Evolution de l'aide publique au développement (APD) en 2010 <i>«Development Aid Reaches Historic High in 2010»</i>	5
05	Ouverture aux investissements étrangers: la Suisse peut mieux faire <i>«OECD's Restrictiveness Index: 2010 Update»</i>	6
06	Education: la qualité de l'enseignement compte plus que la durée des cours <i>«Quality Time for Students»</i>	7
07	Autres publications	8
08	Calendrier OCDE	8

01. Vivre plus longtemps, travailler plus «Panorama des pensions 2011»

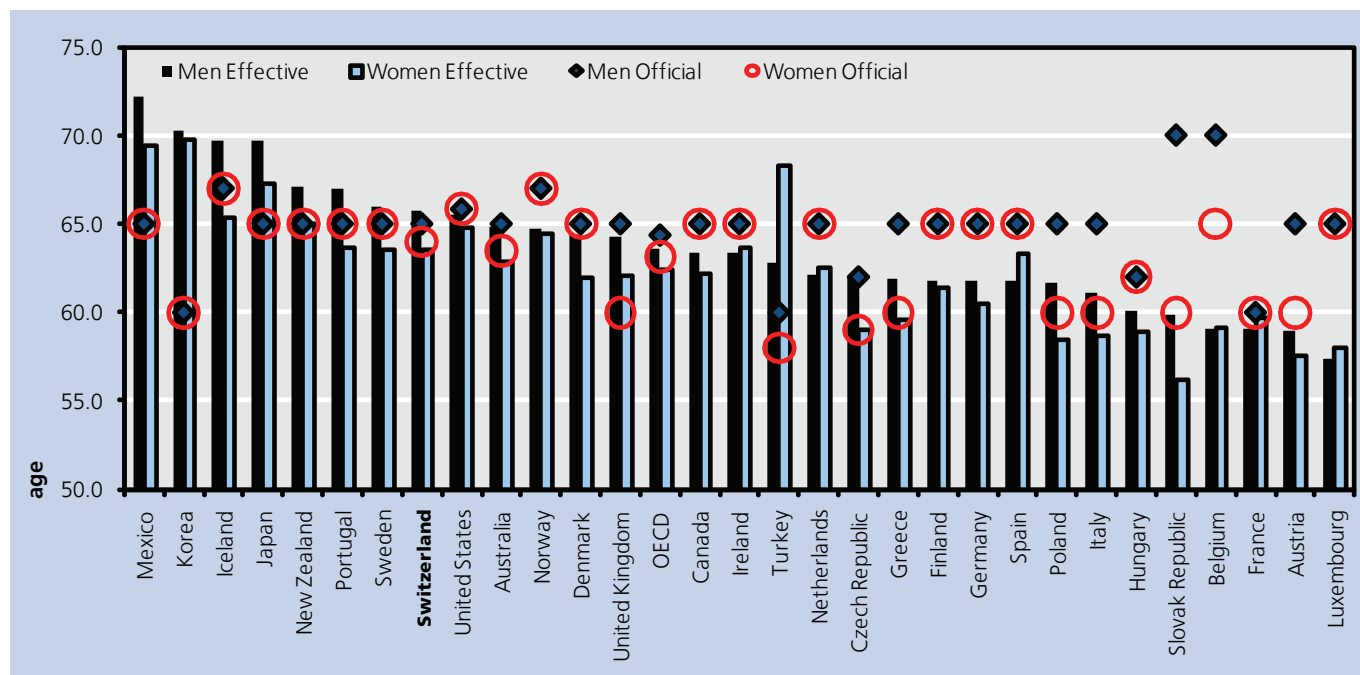
Dans la plupart des pays de l'OCDE, les systèmes de retraite actuels ne peuvent être assurés financièrement à long terme sans certaines réformes. C'est le message le plus important qui ressort du rapport «Panorama des pensions 2011», qui couvre cette fois aussi l'ensemble des pays du G20. La principale cause en est une espérance de vie sans cesse croissante. Aujourd'hui, la durée au cours de laquelle les rentes sont perçues atteint en moyenne 17 années pour les hommes et 20.3 années pour les femmes; selon l'OCDE, ces valeurs auront augmenté à 20.3 et 24.4 années en 2050. Malgré ces tendances connues, tous les pays ont, jusque dans les années nonante, constamment revu à la baisse l'âge de la retraite. Depuis, des réformes sont en cours. 18 des 34 membres de l'OCDE ont déjà relevé l'âge de la retraite. En moyenne (OCDE), cet âge atteint actuellement 63.6 ans pour les hommes et 62.4 ans pour les femmes. Dans la majorité des pays, ces réformes sont dépassées par la réalité, notamment parce que dans les années à venir partiront en pension les générations des années caractérisées par les plus hauts taux de natalité et suivies par des générations nettement diminuées en termes de cotisants. Seuls cinq pays ont couplé l'âge de la retraite à

l'espérance de vie croissante, établissant par là un rapport stable entre la durée du travail et de la retraite. Sept Etats, dont les Etats-Unis et l'Allemagne, ont élevé l'âge de la retraite à 67 ans, alors que le Royaume-Uni est même allé jusqu'à 68 ans; l'exemple de la France montre combien il est difficile, pour des raisons politiques, d'augmenter la limite à 62 ans, ce qui à long terme ne sera pas suffisant.

Le plus grand problème demeure néanmoins l'écart entre l'âge officiel de la retraite et le moment où le cotisant commence effectivement à toucher sa retraite. Alors que dans des pays comme le Mexique, la Corée, l'Islande et aussi la Suisse (en tout cas en ce qui concerne les hommes), les employés travaillent plus longtemps qu'ils ne devraient, au Luxembourg, en Belgique, en Italie, en Espagne et en Grèce, les employés plus âgés partent trois à six ans «trop tôt» à la retraite (voir graphique). Des incitations erronées à prendre une retraite anticipée ou une discrimination à l'égard d'employés plus âgés, sont responsables de cette tendance. En Suisse, le taux d'emploi d'employés plus âgés est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE.

> Table des matières

Average effective age of labour-market exit and normal pensionable age



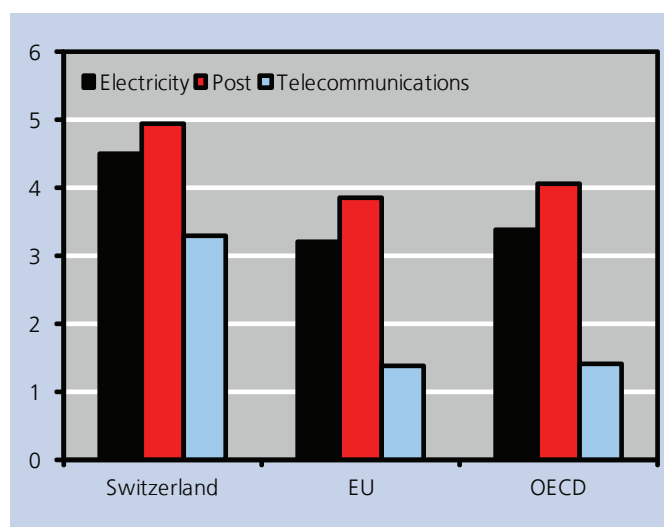
02. Réformes structurelles : les préceptes de l'OCDE pour la Suisse «Objectif croissance 2011»

L'OCDE a lancé en 2005 le projet «Objectif croissance» en analysant les principales réformes structurelles nécessaires pour que les économies des pays membres retrouvent le chemin d'une croissance à long terme. L'édition 2011 du rapport examine l'avancement des différentes mesures prises; elle inclut pour la première fois les principales économies émergentes.

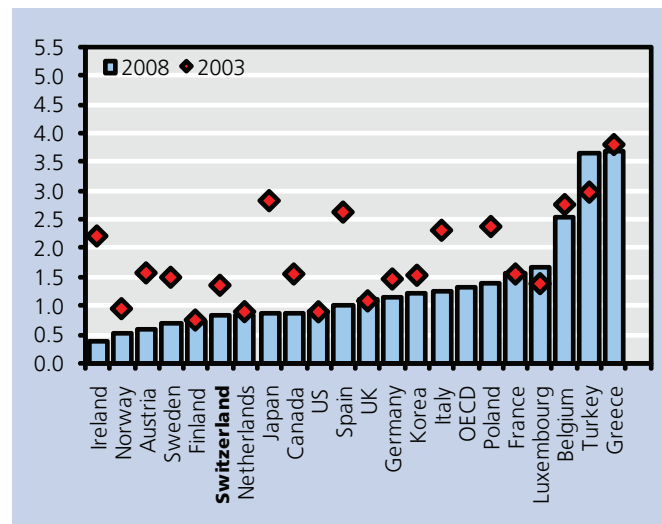
Le chapitre consacré à la Suisse révèle que le déclin du PIB par tête d'habitant par rapport aux pays les plus performants a été en partie stoppé. Il s'avère que de nombreuses réformes ont été lancées, notamment dans le domaine de la surveillance du secteur financier. Les recommandations de l'OCDE pour la Suisse vont toutefois plutôt dans la direction d'une plus grande libéralisation. Les cinq principales propositions sont les suivantes:

- * Supprimer les obstacles à la concurrence dans le domaine des réseaux, notamment en réduisant le monopole postal.
- * Réduire les subventions à l'agriculture, et plus particulièrement le soutien direct aux producteurs.
- * Faciliter la participation des femmes à temps complet dans le monde du travail, notamment en améliorant l'accueil des enfants.

Public ownership in network industries remains high, 2008



State control of business operations



- * Améliorer l'efficacité du secteur de la santé, en réformant entre autres le financement du secteur des hôpitaux.
- * Améliorer l'accès aux formations tertiaires, par exemple en favorisant le système des bourses et prêts aux étudiants.

En ce qui concerne la première proposition, le rapport montre bien que la part de l'Etat reste considérable en ce qui concerne l'électricité, les services postaux et les télécommunications (voir graphique ci-contre).

Le rapport fournit également de nombreuses statistiques comparatives qui montrent que si la part de l'Etat dans l'ensemble de l'économie est en Suisse légèrement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE, l'emprise de l'Etat sur la vie de l'économie à travers les réglementations reste par contre modeste et a même eu tendance à reculer ces dernières années (voir graphique ci-dessus).

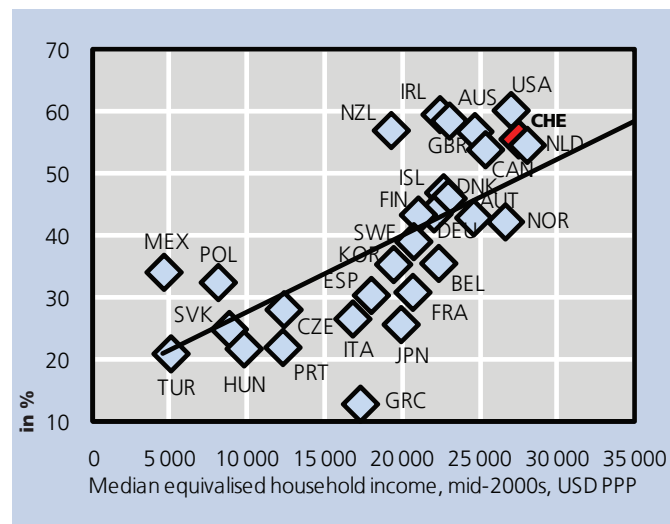
> Table des matières

03. Indicateurs sociaux : la Suisse, une île de calme et d'harmonie? «Society at a Glance 2011»

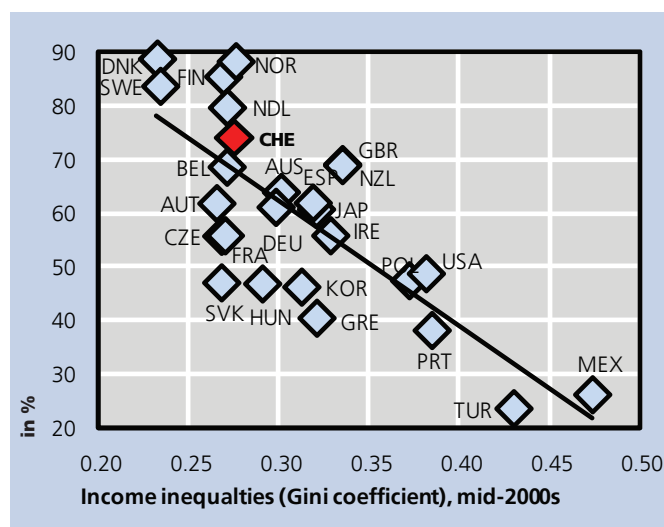
La dernière publication des indicateurs sociaux de l'OCDE sous le titre «Society at a Glance» est une mine de renseignements pour des comparaisons internationales dans les domaines les plus divers. Dans sa synthèse par pays, l'OCDE relève que la Suisse se caractérise par l'espérance de vie la plus élevée après celle des Japonais, par le taux de participation de la population active le plus haut, par un taux de fertilité nettement en dessous de la moyenne, ainsi que par une proportion très élevée d'habitants nés dans un pays étranger (3ème rang après le Luxembourg et Israël).

Ces caractéristiques sont pour la plupart connues depuis longtemps et il est dès lors plus intéressant de se pencher sur les indicateurs de cohésion sociale. Il s'agit ici de résultats d'enquêtes réalisées auprès de la population sur les attitudes et valeurs dans les différents pays membres. On constate ainsi que les Helvètes viennent juste après les ressortissants des pays nordiques et les Hollandais en ce

Higher income countries have more pro-social behaviour



Trust is higher when income is more equally distributed



qui concerne la confiance accordée de manière générale aux autres personnes. Le graphique ci-contre montre bien que ce degré de confiance est en corrélation avec la distribution des revenus: plus cette distribution est inégale, moins la confiance est élevée.

On retrouve la Suisse parmi les premiers lorsqu'on examine la propension de la population à s'engager dans des activités sociales bénévoles, à effectuer des dons ou à soutenir d'autres personnes. Si le niveau de revenu semble être une variable explicative importante (voir graphique ci-dessus), on observe également un certain modèle culturel: cette fois la Suisse se retrouve avec les pays anglo-saxons, et à nouveau avec les Pays-Bas. Ces observations vous feront-elles douter de certains stéréotypes plutôt négatifs en ce qui concerne l'ouverture de nos concitoyens?

> Table des matières

04. Evolution de l'aide publique au développement (APD) en 2010 «Development Aid Reaches Historic High in 2010»

Selon les chiffres récemment publiés par le Comité d'aide au Développement (CAD) de l'OCDE, en 2010 les plus importants prestataires d'aide publique au développement (APD) en termes de volume ont été les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon. Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont maintenu quant à eux un niveau d'APD dépassant l'objectif de 0.7% du Revenu National Brut (RNB) fixé par les Nations Unies. Les pays suivants ont accru le montant en termes réels de leur APD de façon marquante: l'Australie, la Belgique, le Canada, le Japon, la Corée, le Portugal, ainsi que le Royaume Uni.

Voici une liste des évolutions parmi les plus significatives (voir aussi tableau ci-dessous): l'Australie (+12.1%), du fait d'un accroissement des dons aux Pays les Moins Avancés (PMA); le Canada (+12.7%), suite à un accroissement des dons bilatéraux et des contributions plus importantes à la Banque Mondiale; la Corée (+25.8%), laquelle a poursuivi l'expansion de son programme d'aide; la Nouvelle Zélande (-3.9%); la Norvège (+3.6%); la Suisse (-4.5%), à cause d'une diminution du montant des remises de dette et de la forte croissance du RNB en 2010. Il faut noter toutefois que le Parlement a donné mandat au

Conseil fédéral d'atteindre un niveau d'APD correspondant à 0.5% du RNB d'ici à 2015.

Depuis le début des années 2000, l'aide publique au développement de la Suisse a crû en moyenne de 5% par an. La Suisse se situe actuellement au 12^e rang des pays membres du CAD de l'OCDE. Avec les moyens supplémentaires accordés pour 2011 et 2012, la Suisse pourra remonter dans le classement des pays donateurs.

Au-delà de 2010, de premières estimations indiquent que le taux de croissance de l'APD au sein des pays membres du CAD tendra à baisser. L'aide-pays programmable globale devrait augmenter à raison de 2% annuellement de 2011 à 2013, alors que 8% avaient été atteints en moyenne durant les trois années précédentes. Ce ralentissement touchera probablement avant tout les pays à faible revenu et l'Afrique en général, où seulement 1% d'augmentation sera réalisé annuellement en termes réels; un chiffre à comparer avec les 13% annuels atteints de 2008 à 2010. De fait, la croissance démographique dans ces pays pourrait bien dépasser celle de l'aide.

> Table des matières

Net official development assistance in 2010

	2010		2009		ODA
	ODA USD million Current	ODA/GNI %	ODA USD million current	ODA/GNI %	Percent change 2009 to 2010 at 2009 prices and exchange rates
Australia	3849	0.32	2762	0.29	12.1
Canada	5132	0.33	4000	0.30	12.7
Korea	1168	0.12	816	0.10	25.8
New Zealand	353	0.26	309	0.28	-3.9
Norway	4582	1.10	4086	1.06	3.6
Switzerland	2295	0.41	2310	0.45	-4.5

05. Ouverture aux investissements étrangers : la Suisse peut mieux faire «OECD's Restrictiveness Index: 2010 Update»

Selon la dernière étude de l'OCDE intitulée «*OECD's Restrictiveness Index: 2010 Update*» et comme ce fut le cas pour les années précédentes, la Suisse se trouve dans la moyenne en ce qui concerne l'ouverture aux investissements directs étrangers. Ce résultat contredit la perception générale de la Suisse en tant que place internationale d'investissement recherchée, tout en mettant le doigt sur un point sensible.

La Suisse se situe au 28^{ème} rang parmi les 48 pays analysés (respectivement au 23^{ème} rang parmi les 34 États membres de l'OCDE) (voir graphique). L'étude appréhende les barrières aux investissements directs étrangers en fonction de 4 indicateurs: limitations du capital étranger, type de procédures d'autorisation, règlements pour le personnel clé et restrictions pour les tâches opérationnelles en général. Ces indicateurs sont saisis pour 22 branches.

La principale raison expliquant que la Suisse ne sorte finalement pas du lot tient aux limitations qui s'appliquent au capital étranger. C'est surtout le cas dans les domaines

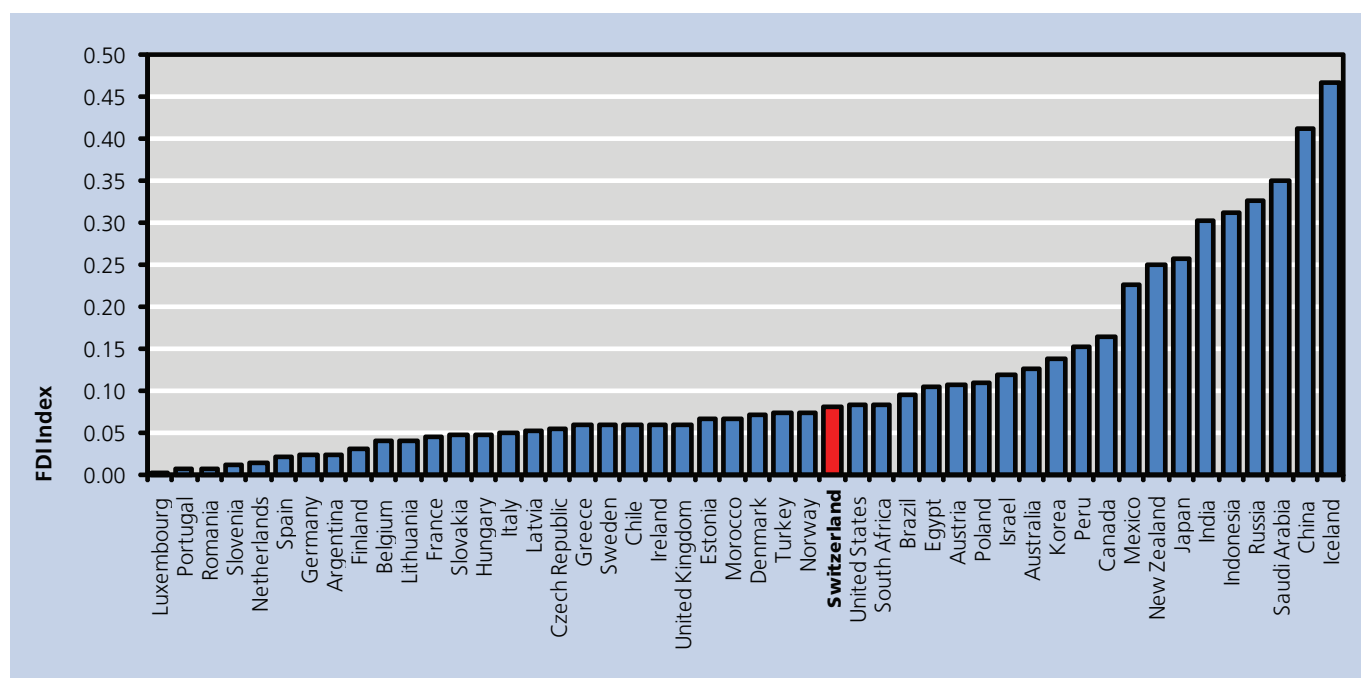
de l'électricité, des transports et des médias. S'ajoutent à cela les effets négatifs de restrictions existantes liées à la propriété immobilière. Dans toutes les autres branches, la Suisse ne présente aucune limitation.

Les dispositions des États membres de l'OCDE en matière d'investissements directs étrangers sont généralement très libérales. Le Luxembourg occupe le premier rang, suivi des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Belgique. Le groupe d'États présentant le plus d'obstacles aux investissements directs étrangers comprend les principaux marchés émergents (Chine, Indonésie, Russie, Arabie Saoudite et Mexique).

Un point faible de cette étude demeure cependant de ne pas avoir pris en considération la propriété étatique, de même que les limitations pour des raisons de sécurité nationale.

> Table des matières

Foreign Direct Investment Restrictiveness Index

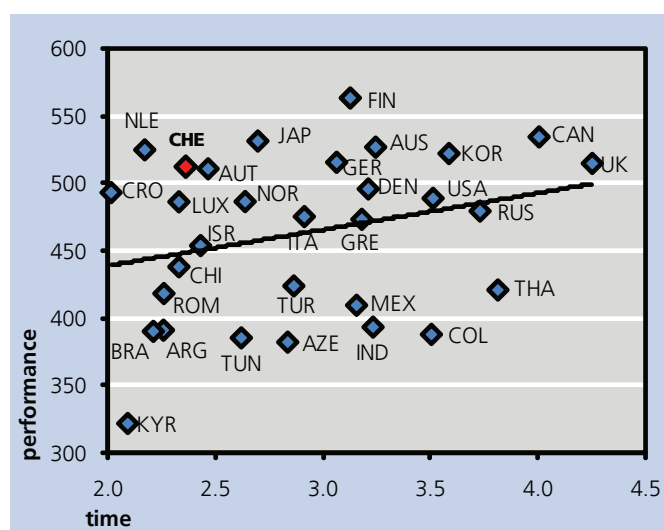


06. Education : la qualité de l'enseignement compte plus que la durée des cours «Quality Time for Students»

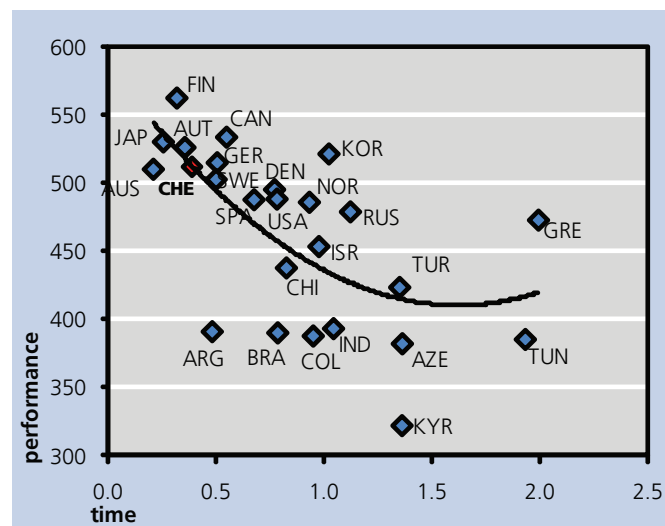
Soumis à de fortes contraintes fiscale et budgétaire, les gouvernements des pays de l'OCDE s'évertuent à réduire la dette publique. Dans ce contexte, les dépenses allouées à l'éducation intéressent plus particulièrement les gouvernements qui estiment que les 6% du PIB attribués en moyenne à ce secteur méritent d'être reconsidérés en fonction de leur efficacité et de leur pertinence.

L'OCDE s'est donc donné pour tâche d'analyser l'impact concret des différents programmes d'études selon les pays. L'OCDE mène tous les 3 ans une enquête dans le cadre de son programme PISA (Programme for International Student Assessment) auprès des pays membres de l'Organisation, ainsi que de nombreux partenaires. Basée sur l'évaluation de 2006, une étude intitulée «*Quality Time for Students: Learning in and out of School*» vient d'être publiée; elle met en lumière la relation entre le temps consacré aux études et la performance globale des étudiants à l'école. D'une manière générale, l'on constate que la qualité de l'enseignement se révèle être un facteur bien plus influent sur la performance que le temps absolu d'étude. La qualité de l'enseignement dépend d'un ensemble d'éléments tels que les ressources humaines et matérielles, l'autonomie du système scolaire, et le niveau de standardisation des examens. Dans les pays où ces éléments sont relativement peu développés, les étudiants compensent ce déficit individuel

Cross-country relationship between performance in science and learning time in regular school lessons in science



Cross-country relationship between performance in science and learning time in out-of-school-time lessons in science



lement par l'étude extrascolaire. Mais, lorsque l'enseignement est de qualité, le temps consacré à l'étude en dehors des cours tend à perdre de sa pertinence. La performance s'avère la plus élevée dans les cas où, sur l'ensemble des heures consacrées à l'étude, la plus grande partie s'effectue dans le cadre scolaire régulier (voir graphiques).

Bien sûr, des disparités subsistent selon les domaines d'études et le milieu social. Ainsi, le temps consacré à l'apprentissage est en moyenne plus élevé parmi les femmes, de même que parmi les étudiants issus de milieux socio-économiques plutôt favorisés; les écoles privées et les milieux académiques (par opposition aux formations publiques et professionnelles) attribuent davantage de temps à l'étude; le contexte urbain et l'origine sociale influencent aussi la relation entre le temps consacré aux études et la performance. Au-delà des inégalités sociales et économiques qui caractérisent le secteur de l'éducation à travers les pays analysés, et indépendamment du temps et de la qualité de l'enseignement, la motivation personnelle est aussi un facteur à prendre en compte en évaluant la performance scolaire.

> Table des matières

07. Autres publications

«*Etudes économiques de l'OCDE: France 2011*»

Paris, 13 avril 2011

«*Trade for Growth and Poverty Reduction: How Aid for Trade Can Help*»

Paris, 14 avril 2011

«*OECD Economic Surveys: Estonia 2011*»

Paris, 18 avril 2011

«*OECD Economic Surveys: New Zealand 2011*»

Paris, 27 avril 2011

«*PISA 2009 at a Glance*»

Paris, 28 avril 2011

08. Calendrier OCDE

G20, OCDE et autres Organisations internationales (OIT, FMI, Banque mondiale, OMC, UNDP)

Paris, 23 mai 2011

OCDE – Réunion ministérielle et Forum du 50ème anniversaire de l'OCDE

Paris, 24-25 mai 2011

G8 – Sommet du G8

Deauville, France, 26-27 mai 2011

G20 – Meeting of the Ministers of Agriculture

Paris, 22-23 juin 2011

OECD High Level Meeting – The Internet Economy: Generating Innovation and Growth

Paris, 28-29 juin 2011